

# Des sondages ou de l'éthique en chiffres.

Janvier 2018

Pr Roger GIL

*Directeur de l'Espace de Réflexion Ethique Régional*

Le sondage IFOP publié en début d'année sur l'opinion des français à l'égard de certaines questions liées à la bioéthique mérite sans doute une étude approfondie. S'agit-il vraiment, comme cela été écrit d'une « mutation rapide et forte », « d'une vague de fond libérale », « d'une mutation anthropologique de la société française » ?<sup>1</sup> Certes la lecture des chiffres indique que les personnes sondées, donc la majorité des français sont favorables à l'élargissement de la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples de femmes (60 %) et aux femmes seules (57 %), à la levée de l'interdiction de la gestation pour autrui (GPA) (64 %).

Bien sûr, par rapport à janvier 1990, l'accroissement du nombre de français favorables à l'accès à la PMA des couples de femmes homosexuelles est évident puisqu'il n'était que de 24% : 1990, c'est-à-dire voici plus d'un quart de siècle ; la société était alors peu engagée dans les débats liés à la bioéthique, la première loi française a été promulguée en 1994. L'irruption des débats éthiques dans la société a donc abouti à un renforcement d'un courant de pensée que l'on peut appeler libéral prônant la libre disposition de son corps au nom d'une liberté qui est considérée comme éthique sitôt qu'elle est considérée comme ne nuisant pas à autrui. Mais si cette évolution est réelle, elle n'a pas la rapidité d'une mutation. En effet un même sondage IFOP de 2013 donnait une proportion de 47%, puis de 59% en 2016, le chiffre passant par un pic de 64% en septembre 2017 pour refluer à 60% en 2018 : l'importance médiatique accordée aux indications sociétales de la PMA ces toutes dernières années et ces tous derniers mois, et même l'avis rendu par le CCNE sur ce sujet n'ont pas entraîné de vague haussière même s'il faut reconnaître que le chiffre de 60% est important. Mais il y a plus encore ! En effet, les réponses demandées en 1990 étaient de type oui/non ; favorable/défavorable alors que depuis 2005 les sondeurs distinguent 4 réponses : tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt défavorable, tout à fait défavorable. La comparaison entre 1990 et les sondages du XXI<sup>e</sup> siècle se doit d'être prudente. Car enfin l'on constate que la proportion des gens déterminés, ceux qui se déclarent tout à fait favorables, dont le nombre a augmenté progressivement de 2004 à 2017 pour atteindre 30% en septembre 2017, a baissé à 22% lors de dernier sondage, soit une différence de 8 points ! Ce sondage montre aussi que le nombre de personnes déterminées, celles qui se déclarent tout à fait favorables ou tout à fait défavorables est seulement de 42% alors que le reste de la population (68%) reste indécise en se déclarant plutôt favorable ou plutôt défavorable. Certes l'étude approfondie des chiffres est rébarbative mais si les sondages sont truffés de chiffres, n'est-ce pas parce qu'ils font sens et permettent d'affiner leur interprétation ?

Des constats voisins sont suggérés par la question de savoir si les personnes sondées sont ou non favorables à l'ouverture de la PMA aux femmes célibataires. En additionnant les personnes tout à fait favorables et plutôt favorables on arrive au chiffre de 57%, le même qu'en 2013, ce qui correspond certes à une majorité mais en aucun cas à une vague déferlante. Bien plus, il existe un reflux des « favorables » qui en septembre 2017 était de 65% ! Comment expliquer cette baisse de 8 points en trois mois ! Si l'on considère enfin de manière nuancée que les « plutôt favorables » ou les « plutôt défavorables » sont des personnes qui s'interrogent, elles atteignent 63% de la population alors que

<sup>1</sup> <https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Ethique/PMA-GPA-fin-vie-vague-fond-liberale-2018-01-03-1200903246>

le camp des personnes déterminées, celles qui sont tout à fait favorables ou tout à fait défavorables représentent 37% de la population. Quant aux personnes tout à fait favorables, elles passent de 31% en septembre 2017 à 19% en décembre 2017 soit un recul de 12 points ! Ce recul ne mérite-t-il pas aussi d'être souligné et médité ?

Car quel est l'intérêt des sondages déjà si décriés en politique quand on les étend à des questions sociétales ? Il s'agit certes d'un état de l'opinion qui mérite d'être considéré mais qui doit être interprété de manière nuancée sauf à considérer que les sondages doivent faire la loi et ne doivent exprimer qu'une réalité binaire, étrangère à la complexité du discernement éthique. Or les chiffres dans leur sécheresse peuvent aussi laisser entrevoir les enjeux des questions éthiques avec les hésitations, les doutes, qui appellent à un nécessaire approfondissement des interrogations. A l'heure où le CCNE et les Espaces éthiques régionaux s'engagent dans les débats publics, il faut peut-être se convaincre que ces débats seront utiles. Car, au-delà des cases à cocher des sondages, il faut que puissent s'exprimer les paroles des citoyens. C'est aussi ce que souhaite faire sur une échelle aussi large que possible le questionnaire proposé par l'Espace éthique Poitou-Charentes<sup>2</sup> : le questionnaire se parcourt librement, il n'impose pas de répondre à une question pour passer à la question suivante, il laisse ainsi le sujet libre de ne pas répondre, il réserve une large plage aux commentaires, ce qui donne toute latitude pour expliquer sa position, évoquer les enjeux humains des choix proposés, refuser ces choix pour en proposer d'autres, critiquer même la formulation des questions qui comme toute œuvre humaine n'a nulle prétention à la perfection, bref exprimer ses pensées. L'ambition éthique de ce questionnaire est d'abord de croire en la capacité de penser de tout être humain. Croire que l'être humain n'est pas aussi aisément manipulable que d'aucuns voudraient le faire croire, croire qu'il peut dire « non » comme il peut dire « oui » ou « peut-être » ou même « je ne sais pas » en déclinant ses valeurs mais aussi ses doutes, ses incertitudes, ses insatisfactions, ses convictions, ses indignations. Dans une société pluraliste parcourue par une pluralité de discours éthiques, il importe que chacun puisse se faire entendre pour dire le monde qu'il souhaite pour demain.

---

<sup>2</sup> <http://www.espace-ethique-poitoucharentes.org/>